



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
25 janvier 2021
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Dispositions à prendre en vue des réunions intergouvernementales

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document contient des informations sur la participation des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties au processus intergouvernemental découlant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Convention-cadre sur les changements climatiques) en 2018-2019. On trouvera dans un additif des informations sur la planification de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties, de la seizième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et de la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris et sur les dispositions prises à cet effet, ainsi que des renseignements sur de futures sessions des organes directeurs autres que les sessions susmentionnées et sur d'autres questions liées au processus intergouvernemental. Les informations relatives à l'examen de la procédure d'admission d'organisations en qualité d'observateurs dans le cadre du processus de la Convention-cadre sur les changements climatiques feront l'objet d'un document séparé.



Abréviations et acronymes

| | |
|-------------------------|--|
| AAC | Action pour l'autonomisation climatique |
| CET | Comité exécutif de la technologie |
| CKI | Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre |
| CMA | Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris |
| CMP | Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto |
| Comité de Paris | Comité de Paris sur le renforcement des capacités |
| Conseil exécutif du MDP | Conseil exécutif du Mécanisme pour un développement propre |
| COP | Conférence des Parties |
| CPF | Comité permanent du financement |
| Groupe de facilitation | Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| PNA | plan national d'adaptation |
| SBI | Organe subsidiaire de mise en œuvre |
| TT:CLEAR | Mécanisme d'échange d'informations sur les technologies |
| VOICE | Expérience de conférence virtuelle en ligne et en personne |

I. Introduction

A. Mandat

1. Selon le paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention, le paragraphe 2 de l'article 14 du Protocole de Kyoto et le paragraphe 2 de l'article 17 de l'Accord de Paris, le secrétariat a notamment pour fonction d'organiser les sessions de la Conférence des Parties (COP), de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) et des organes subsidiaires créés en vertu de la Convention, et de leur fournir les services voulus. Pour pouvoir prendre les dispositions nécessaires en vue des réunions intergouvernementales, le secrétariat sollicite périodiquement l'avis de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI).

2. À sa quarantième session, le SBI a rappelé les conclusions de sa trente-quatrième session concernant les divers moyens de faire participer les organisations ayant le statut d'observateur au processus intergouvernemental et a demandé au secrétariat, sous réserve que des ressources soient disponibles, de présenter tous les deux ans un rapport sur l'application de ces conclusions¹. Le rapport le plus récent a été établi pour examen par le SBI à sa quarante-huitième session².

3. À sa cinquantième session, le SBI s'est félicité de l'échange de vues constructif entre les Parties sur les approches et les initiatives visant à accroître l'efficacité du processus de la Convention dans le but de relever le niveau d'ambition et de renforcer la mise en œuvre, et a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-deuxième session³.

4. À sa vingt-cinquième session, la COP a demandé au SBI de revoir à sa cinquante-deuxième session la procédure d'admission des organisations en qualité d'observateurs et de donner toute directive utile au secrétariat à ce sujet⁴.

B. Champ d'application

5. Le présent document contient des informations sur la mise en œuvre, pendant la période 2018-2019, des conclusions adoptées par le SBI à sa trente-quatrième session en ce qui concerne la participation des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties.

6. À sa réunion du 1^{er} avril 2020, le Bureau de la vingt-cinquième session de la COP, de la quinzième session de la CMP et de la deuxième session de la CMA a décidé de reporter la vingt-sixième session de la COP, la seizième session de la CMP et la troisième session de la CMA. À sa réunion du 28 mai 2020, il a accepté la proposition du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui assumera la prochaine présidence de la COP, de tenir les sessions de ces trois organes du 1^{er} au 12 novembre 2021. Un additif au présent document sera publié, qui contiendra des informations sur la planification de ces sessions et sur les dispositions prises en vue de leur déroulement, ainsi que des renseignements sur les futures sessions des organes directeurs et sur d'autres questions relatives au processus intergouvernemental, pour examen par le SBI.

7. Des informations sur le processus d'admission des organisations au statut d'observateur seront présentées dans le document FCCC/SBI/2020/INF.8.

¹ FCCC/SBI/2014/8, par. 225.

² FCCC/SBI/2018/20, par. 38 à 41.

³ FCCC/SBI/2019/9, par. 134.

⁴ FCCC/CP/2019/13, par. 18.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

8. Le SBI sera invité à examiner cette mise à jour biennale sur la participation des observateurs pour 2018-2019 et à donner toute directive utile au secrétariat, y compris sur la manière d'accroître et de renforcer la participation active des observateurs et des entités non parties au processus découlant de la Convention.

II. Participation des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties au processus intergouvernemental

9. À la suite de l'atelier sur les possibilités d'améliorer encore la participation effective des entités non parties, tenu pendant sa quarante-sixième session⁵, le SBI a fait le point à sa quarante-huitième session sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses conclusions sur la participation des entités non parties⁶ et a réaffirmé l'importance que revêtait la participation de ces entités au processus intergouvernemental. Il a invité les Parties et les entités non parties à continuer de recenser, à sa cinquantième session, les possibilités et les pratiques plus efficaces qui permettraient d'améliorer encore la participation effective des entités non parties selon les principes de l'ouverture, de la transparence, de la participation de tous et de l'équilibre, d'une manière qui renforce la mise en œuvre de la Convention⁷.

10. À la vingt-cinquième session de la COP, plus de 2 500 organisations étaient admises à participer en qualité d'observateurs au processus découlant de la Convention. Le fait qu'un grand nombre d'organisations soient admises avait d'importantes conséquences financières pour le secrétariat et pour les pays hôtes, sur lesquelles il conviendrait peut-être de se pencher plus avant. Sur l'ensemble des badges délivrés aux représentants des Parties, aux organisations admises en qualité d'observateurs et aux entités non parties, 46 % étaient destinés aux deux dernières catégories. Au total, environ 35 % des représentants à la vingt-cinquième session de la COP appartenaient à la catégorie des observateurs ou des entités non parties.

11. Dans ce contexte, le SBI a réaffirmé à plusieurs reprises, lors de sessions précédentes, notamment à sa cinquantième session, l'intérêt fondamental d'une participation effective des observateurs et la valeur des contributions des organisations ayant le statut d'observateur aux délibérations sur les questions de fond⁸. Il a également pris plusieurs mesures pour renforcer la participation des observateurs au processus intergouvernemental. Les contributions que les organisations admises en qualité d'observateurs et d'autres entités non parties apportent au processus, par des communications, des documents techniques, des documents de fond, des exposés présentés lors d'ateliers et sous d'autres formes, ont été considérables.

12. La participation des observateurs au processus de la Convention n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Pour la vingt-cinquième session de la COP, 29 % de badges supplémentaires ont été délivrés aux observateurs par rapport à la vingt-quatrième session. Le nombre d'organisations admises en qualité d'observateurs a dépassé les 2 500 en 2019, les demandes continuant à affluer. La participation des observateurs aux ateliers des organes constitués et aux ateliers techniques a augmenté en 2018-2019 et leurs contributions à ces ateliers ont été exploitées plus fréquemment au cours de cette période.

13. Les organisations ayant le statut d'observateur ont participé activement aux manifestations parallèles des vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de la COP, au cours desquelles 263 et 265 manifestations parallèles respectivement ont été organisées. Le nombre de manifestations parallèles organisées dans le cadre de la Convention est resté stable au cours des trois dernières sessions de la COP, mais le taux de participation par manifestation a augmenté : le nombre de participants par manifestation parallèle à la

⁵ FCCC/SBI/2017/7, par. 119.

⁶ FCCC/SBI/2017/7, par. 120.

⁷ FCCC/SBI/2018/9, par. 142.

⁸ FCCC/SBI/2004/10, par. 98 ; FCCC/SBI/2010/27, par. 140 ; FCCC/SBI/2011/7, par. 171. FCCC/SBI/2017/7, par. 116 ; et FCCC/SBI/2019/9, par. 135 et 136.

vingt-cinquième réunion était supérieur en moyenne de 70 % à celui de la vingt-quatrième session.

14. La participation des observateurs et la participation en général ont légèrement augmenté au cours de la période considérée et des initiatives telles que le système de badge journalier, qui a été bien accueilli et apprécié par les observateurs, ont offert une plus grande souplesse de participation. Toutefois, des améliorations ont été proposées dans certains domaines pour permettre aux observateurs de participer davantage et plus efficacement au processus de la Convention. On pourrait par exemple donner plus souvent aux observateurs l'occasion de s'exprimer pendant les séances de négociation, leur permettre d'assister à un plus grand nombre de réunions, modifier l'ordre des déclarations en séance plénière et prendre davantage en compte les contributions et les communications des observateurs pendant les séances de négociation. Le SBI souhaitera peut-être examiner ces questions et donner des orientations à ce sujet.

15. On trouvera dans le tableau ci-après des informations sur la mise en œuvre en 2018-2019 des conclusions que le SBI a adoptées à sa trente-quatrième session en ce qui concerne la participation des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties. Le SBI souhaitera peut-être prendre note de ces informations, examiner l'évolution de la participation des parties prenantes au processus découlant de la Convention et donner des orientations sur d'autres moyens de renforcer la participation des observateurs et des entités non parties.

Participation des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties au processus découlant de la Convention pendant la période 2018-2019, en corrélation avec les conclusions pertinentes de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre depuis sa trente-quatrième session

| <i>Conclusion du SBI</i> | <i>Mise en œuvre</i> |
|--|--|
| A. Inviter les présidents de différents organes, s'il y a lieu et en fonction des fonds, de l'espace et du temps disponibles, à : | |
| 1. Multiplier les possibilités, pour les organisations admises en qualité d'observateurs, de faire des interventions et rendre compte régulièrement de l'état d'avancement des travaux | <p>Les observateurs ont continué de saisir les possibilités qui leur étaient offertes de prendre la parole aux sessions officielles ; ils ont fait plus de 140 interventions lors des séances plénières.</p> <p>Pour permettre aux observateurs de dialoguer avec les présidents de séance, le secrétariat a organisé plus de 12 réunions d'information et plus de 25 dialogues et rencontres avec des responsables de haut niveau, notamment le Secrétaire général, les présidences de la COP et la Secrétaire exécutive.</p> |
| 2. Mieux exploiter les contributions des entités non parties aux ateliers et aux réunions techniques, et leurs communications | <p>Pendant la période, 49 ateliers et réunions, y compris des ateliers de session, ont été ouverts aux observateurs ; plus de 2 000 organisations ayant le statut d'observateur et entités non parties y ont participé. En outre, des dialogues comme le Dialogue Talanoa ont favorisé la participation des entités non parties et des observateurs. Au cours des 11 ateliers et manifestations consacrés aux questions de genre, les observateurs ont présenté 73 exposés.</p> <p>Les observateurs et les entités non parties ont notamment contribué aux ateliers et réunions du Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (Groupe de facilitation), du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (CKI) et du Comité permanent du financement (CPF) et y ont participé activement. Des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties ont également participé à l'Expo PNA et ont organisé et dirigé des réunions de session et des réunions techniques d'experts régionales sur l'atténuation.</p> <p>En outre, par l'intermédiaire de l'Action pour l'autonomisation climatique (AAC), de Climate Neutral Now, du Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale pour le climat, de Momentum for Change (Élan pour le changement) et d'autres initiatives sectorielles, les Parties, les observateurs et les entités non parties ont participé à environ 90 actions mondiales en faveur du climat organisées pendant les sessions et entre les sessions. Des manifestations, dont</p> |

plusieurs de haut niveau, ciblant les entités non parties, se sont déroulées dans le cadre du pôle de l'action climatique pendant les vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de la COP. Les dialogues sur l'AAC prévoyaient la participation active des ONG, des organisations intergouvernementales et des Parties.

Au cours du dialogue de Talanoa, qui a réuni des représentants de haut niveau, dont des champions de haut niveau pour l'action climatique, plusieurs organisations ayant le statut d'observateur et entités non parties ont été invitées à faire part de leur expérience.

Le Conseil exécutif du MDP a exploité les contributions des observateurs et des entités non parties. Les organisations ayant le statut d'observateur ont reçu huit appels à contribution^a pendant l'élaboration de l'ordre du jour annoté et des annexes correspondantes. En outre, le concours du public a été sollicité à 48 reprises en vue d'établir de nouveaux documents réglementaires ou de procéder à des révisions majeures.

Les organisations admises en qualité d'observateurs, d'autres organisations et des entités non parties ont soumis plus de 300 communications sur le portail prévu à cet effet^b, en réponse aux appels à contribution.

B. Encourager les futures présidences et les organisateurs des réunions des organes directeurs à :

1. Prendre en compte la superficie du site

À la vingt-quatrième session de la COP, le Gouvernement polonais a conservé la pratique instaurée par les précédents pays hôtes consistant à allouer des bureaux et des salles de réunion aux observateurs, aux entités non parties et à différents groupes, pour leur permettre de participer aux travaux. Un vaste espace a été mis à disposition sur le site pour accueillir les manifestations parallèles, les expositions et les activités liées à l'action climatique, et un pôle de l'action climatique a été aménagé sous forme d'amphithéâtre à l'intérieur du site.

Le Gouvernement chilien avait prévu un vaste site pour la vingt-cinquième session de la COP à Santiago, avec une zone séparée pour la participation du public et des entités non parties. Toutefois, en raison de circonstances imprévues, la vingt-cinquième session s'est tenue à Madrid. Le Gouvernement espagnol a mis à disposition un grand espace, comparable au site de la vingt-troisième session de la COP, qui a permis au secrétariat de mener à bien comme prévu, avec des ajustements relativement mineurs, toutes les activités destinées aux observateurs et aux entités non parties. Un espace séparé, la « zone verte », a été mis à disposition à côté du site principal pour la participation du public et des entités non parties.

Le nombre de badges délivrés aux organisations ayant le statut d'observateur et aux entités non parties était de 6 796 à la vingt-quatrième session de la COP et de 8 806 à la vingt-cinquième session (dont 592 et 1 014 badges respectivement pour les entités non parties), soit une augmentation de 44 % entre les deux conférences. À la vingt-cinquième session de la COP, les réunions organisées par les observateurs constituaient la plus grande part des réunions et représentaient 30 % de l'utilisation totale des salles de réunion.

2. Associer les parties prenantes aux préparatifs et au déroulement des sessions

Les Gouvernements polonais et chilien ont consacré d'importantes ressources à la mise en place de mécanismes permettant aux organisations ayant le statut d'observateur et à d'autres entités non parties de participer activement aux préparatifs, au déroulement et au suivi des vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de la COP.

La deuxième partie de la quarante-huitième session des organes subsidiaires s'est déroulée à Bangkok en septembre 2018. Des observateurs y ont participé. ; la présidence de la COP et la Secrétaire exécutive ont organisé des

réunions d'information à leur intention. Le Gouvernement polonais a organisé, pendant les préparatifs de la vingt-quatrième session de la COP, une journée des entités non parties consacrée à la participation des observateurs, et a financé le déplacement de certains d'entre eux.

Dans une lettre qu'ils leur ont adressée en 2019, les champions de haut niveau ont sollicité la contribution des parties prenantes en vue de renforcer le partenariat de Marrakech pour l'action mondiale pour le climat. Des organisations ayant le statut d'observateur et des entités non parties ont également participé aux semaines régionales sur le climat organisées par le secrétariat et par les parties prenantes. Le secrétariat a organisé plus de 12 réunions et débats virtuels sur diverses questions relatives à la participation des observateurs, notamment plusieurs réunions bilatérales avec les coordonnateurs de collectifs ayant le statut d'observateur, le secrétariat et la présidence de la COP.

3. Rechercher les moyens de permettre aux collectifs d'organisations non gouvernementales admis à participer au processus d'échanger ouvertement avec les Parties

Après le succès du dialogue ouvert tenu à la vingt-troisième session de la COP, les présidences polonaise et chilienne ont renouvelé l'expérience aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de la COP respectivement. Les dialogues ouverts ont été bien suivis par les représentants des collectifs et des organisations ayant le statut d'observateur, mais le nombre de représentants des Parties a sensiblement diminué entre la vingt-troisième et la vingt-quatrième session. À la vingt-cinquième session de la COP, le dialogue ouvert a été bien suivi par les représentants des Parties, des organisations ayant le statut d'observateur et d'autres entités et a donné lieu à un échange de vues entre toutes les parties prenantes.

C. Proposer que les pays hôtes des futures sessions des organes directeurs et du secrétariat examinent, en fonction des ressources financières disponibles, la possibilité de prévoir des manifestations de haut niveau avec des organisations ayant le statut d'observateur durant la réunion de haut niveau

Les champions de haut niveau ont planifié et organisé une manifestation de haut niveau pendant les vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions de la COP, au cours de laquelle ils ont mis en avant l'action climatique des villes, des régions, des entreprises et de la société civile. En outre, les collectifs admis en qualité d'observateurs ont été invités à prendre la parole.

À la vingt-quatrième session de la COP, le secrétariat a organisé la Journée de l'éducation, en partenariat avec le Gouvernement polonais. À cette occasion, l'Alliance des Nations Unies pour l'éducation, la formation et la sensibilisation du public aux changements climatiques a organisé une manifestation de haut niveau qui a réuni les ministres de l'environnement et de l'éducation pour examiner la manière dont l'éducation pouvait contribuer à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et la réalisation des objectifs de développement durable. À la vingt-cinquième session de la COP, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé, en partenariat avec les Gouvernements chilien et espagnol, une manifestation de haut niveau sur l'AAC au cours de laquelle les ministres de l'environnement et de l'éducation, ainsi que des entités non parties, se sont penchés sur la manière de s'appuyer sur des activités liées à l'AAC pour relever le niveau d'ambition en vue de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. À la vingt-quatrième session de la COP, le secrétariat a également aidé la présidence à organiser un troisième dialogue ministériel de haut niveau sur le financement de l'action climatique, qui comprenait des tables rondes multipartites, suivis d'un débat ouvert en séance plénière au cours duquel d'autres ministres, des représentants des États et des représentants de haut niveau d'organisations ayant un statut d'observateur ont exposé leurs vues sur les questions abordées lors des différentes tables rondes.

D. Demander au secrétariat, chaque fois que possible, de :

1. Faciliter encore l'accès des Parties aux communications émanant des entités non parties Depuis le lancement du portail consacré aux communications en 2017, les observateurs et les entités non parties ont adressé plus de 300 communications sur différents sujets, qui peuvent être consultées sur le portail et sont accessibles au public.

2. Tirer parti des contributions des observateurs lors de l'élaboration des documents de fond Le secrétariat a continué de tenir compte des contributions des organisations ayant le statut d'observateur dans l'élaboration des documents de fond et, le cas échéant, lors de la conception des activités prescrites dans le cadre du Comité de l'adaptation, de l'AAC, du Groupe de facilitation, du CKI, du CPF, du CET et du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, entre autres.

Quelques exemples de contributions des organisations ayant le statut d'observateur sont présentés ci-après :

a) Les documents de réunion du CPF ont été rendus publics avant les réunions et les observateurs, comme les entités non parties, ont pu soumettre des contributions écrites au Comité sur des points précis de l'ordre du jour. Au moment de l'élaboration des documents de fond, le secrétariat a contacté, au nom des cofacilitateurs chargés de la formulation des questions connexes, les entités non parties concernées, et leur a demandé de fournir des contributions techniques spécifiques, lesquelles ont été prises en considération ;

b) Le Comité de l'adaptation a établi un projet de document d'information^c sur les lacunes en matière de capacité d'accès au financement de l'adaptation, dans lequel il a présenté les lacunes recensées dans les communications des observateurs dans les domaines suivants : sensibilisation aux effets des changements climatiques, promotion de l'adaptation à ces changements, connaissance des différents instruments et mécanismes de financement et accès à ceux-ci, vérification de la capacité d'accès du solliciteur de fonds, et utilisation et gestion des fonds ;

c) Les coprésidents et les Parties ont tenu compte des communications des observateurs dans l'élaboration du plan de travail du forum et du CKI chargé d'appuyer les travaux du forum, au titre du point 12 de l'ordre du jour de la vingt-cinquième session de la COP intitulé, « Rapport du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre » ;

d) Les contributions des observateurs à l'examen du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques ont été élaborées en tenant compte du cadre de référence afin d'être examinées à la cinquante et unième session des organes subsidiaires ;

e) Les représentants des collectifs et des organisations ayant le statut d'observateur et des entités extérieures à la Convention ont participé activement aux réunions du Comité de Paris et à ses travaux intersessions, notamment en contribuant à ses publications ou en organisant des activités conjointement avec lui (webinaires, ateliers techniques, manifestations parallèles ou autres organisées dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités annuel du Comité de Paris), parmi lesquelles :

i) Un appel ouvert à soumettre des communications sur les questions relatives au renforcement des capacités ;

ii) Une enquête visant à recueillir les points de vue d'un large éventail de parties prenantes, y compris des organisations enregistrées en qualité d'observateurs, sur un document technique relatif à la cohérence et à la

coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention^d ;

iii) Un document technique sur les lacunes et les besoins constatés en matière de renforcement des capacités dans le cadre de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national^e ;

f) Des représentants de parties prenantes issus d'ONG des milieux commerciaux et industriels, d'ONG de défense de l'environnement, d'ONG indépendantes et spécialisées dans la recherche, d'ONG intergouvernementales et d'ONG représentant les jeunes sont membres des équipes spéciales du CET et participent activement à ses travaux intersessions. Les organisations ayant le statut d'observateur ont contribué à l'élaboration de plus de 10 publications, y compris des notes d'orientation, des résumés analytiques, des documents techniques et des compilations de bonnes pratiques ;

g) Le Conseil exécutif du MDP sollicite fréquemment la contribution du public pour élaborer les méthodes, notes d'information et notes de cadrage du MDP en vue de recueillir les avis des parties prenantes sur les domaines à examiner ou réviser dans les documents et sur les préoccupations qui devraient être prises en compte.

E. Demander au secrétariat, en fonction des ressources disponibles et s'il y a lieu, de :

1. Rendre possible, exceptionnellement, la modification du nom des représentants désignés dans le système d'enregistrement en ligne

La pratique consistant à permettre aux interlocuteurs désignés des organisations ayant le statut d'observateur de remplacer les noms des participants dans le système d'enregistrement en ligne autant de fois qu'il le faut avant la date limite ou dès que la présence de l'intéressé est confirmée s'est poursuivie. Cela a permis aux participants de demander l'obtention d'un visa. À la suite du changement du lieu de la vingt-cinquième session de la COP, le système a été entièrement rouvert pour confirmer l'enregistrement des représentants des organisations ayant le statut d'observateur. En outre, le système de badge journalier était opérationnel, ce qui avait permis à différents représentants d'assister à la session à la journée.

2. Perfectionner les pratiques qui ont été mises en place pour faciliter la participation des entités non parties en vue de promouvoir l'ouverture, la transparence et le caractère inclusif du processus découlant de la Convention

Un système de badge journalier a été lancé à la vingt-quatrième session de la COP, ce qui a permis aux organisations ayant le statut d'observateur de changer de représentant selon les disponibilités, dans la limite du quota attribué à l'organisation. Cette mesure a encore amélioré les possibilités de participation des observateurs. Le système a été bien accueilli. Il a été utilisé par plus de 360 représentants à la vingt-quatrième session de la COP et par plus de 425 représentants à la vingt-cinquième session.

Une nouvelle initiative a été lancée à la vingt-cinquième session de la COP, avec l'appui du Gouvernement chilien, afin de permettre aux ONG non admises en qualité d'observateurs du pays hôte de participer aux travaux. Cette initiative a été bien accueillie, et les organisations chiliennes ont présenté plus de 230 demandes. Le secrétariat a mis au point un système visant à mettre des organisations ayant obtenu le statut d'observateur en relation avec des organisations chiliennes aux fins de l'admission de celles-ci dans le cadre de collectifs et à renforcer la participation à chaque thème. Après une rapide évaluation effectuée avec l'aide du secrétariat, plus de 180 organisations situées au Chili ont été considérées comme remplissant les conditions requises et des dispositions ont été prises avec l'appui des coordonnateurs des collectifs afin que les organisations admises en qualité d'observateur permettent à plus de 300 représentants d'organisations non admises de participer à la session^f.

À la suite du changement de lieu, plusieurs représentants du Chili ont participé à la vingt-cinquième session de la COP dans le cadre de cette initiative novatrice. En outre, à la demande du Gouvernement espagnol, l'initiative pour

les ONG non admises en qualité d'observateurs a été reproduite pour les organisations enregistrées en Espagne. Au total, plus de 280 représentants ont assisté à la vingt-cinquième session de la COP au titre de cette initiative^g.

Le concept du « Climate Action Studio » organisé pendant les sessions a été modifié, les personnes interrogées prenant connaissance, avant l'entretien, des thèmes traités et des opinions exprimées par les experts. Cette modification a favorisé la participation des principales parties prenantes et a permis aux personnes interrogées de disposer de davantage d'informations sur les questions abordées au cours des négociations.

3. Retransmettre un plus grand nombre de séances sur le Web

Toutes les séances plénières, les réunions de haut niveau et les points de presse tenus pendant les sessions des organes subsidiaires et des organes directeurs ont été diffusés sur le Web. En outre, toutes les manifestations parallèles officielles organisées par le secrétariat (plus de 700 au total) ont été retransmises en direct.

Les réunions du Comité de l'adaptation, du Conseil exécutif du MDP, du Comité de contrôle du respect des dispositions, du Groupe de facilitation, du Comité de supervision de l'application conjointe, du CKI, du Comité de Paris, du CPF et du CET, les manifestations organisées dans le cadre de l'initiative Momentum for Change (Élan pour le changement) ainsi que les réunions techniques d'experts sur l'atténuation, les ateliers d'échanges de vues axés sur la facilitation et les sessions d'évaluation multilatérale ont été régulièrement diffusés sur le Web.

Le secrétariat a favorisé la transparence des réunions en introduisant des outils de réunion virtuelle tels que Skype et WebEx, dans la limite des ressources disponibles. Le secrétariat a retransmis 795 réunions à l'aide de Skype for Business, en plus des services de retransmission sur le Web assurés pendant les sessions des organes subsidiaires et des organes directeurs.

4. Promouvoir encore davantage la participation au moyen d'outils virtuels perfectionnés

Un large éventail de moyens de participation virtuelle et de médias sociaux ont été utilisés pour favoriser une plus grande participation des entités non parties à nombre des réunions et des ateliers susmentionnés et pour améliorer la collaboration entre ces entités.

À la vingt-quatrième session de la COP, la diffusion sur le Web via Skype for Business a permis aux participants de poser des questions en ligne aux participants aux manifestations parallèles. À la vingt-cinquième session de la COP, elle a été encore améliorée pour permettre aux intervenants de présenter des exposés à distance et pour que les participants puissent poser des questions en ligne pendant toutes les manifestations parallèles officielles organisées par le secrétariat. Les interviews réalisées dans le « Climate Action Studio » ont été téléchargées sur les comptes des médias sociaux de la Convention, dont YouTube. En 2019, le secrétariat a développé un nouvel outil de participation virtuelle aux réunions multilatérales (VOICE) destiné à devenir une méthode fiable pour la conduite de réunions virtuelles.

Des outils et des plateformes en ligne ont été régulièrement utilisés pour les réunions du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, du Comité de Paris, du CPF et du CET et les manifestations organisées dans le cadre de l'initiative Momentum for Change (Élan pour le changement) et du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements, ainsi que pour les réunions d'experts techniques sur l'atténuation, afin d'encourager une participation virtuelle active. La plateforme virtuelle TT:CLEAR a permis d'élargir la participation des parties prenantes aux activités relatives aux technologies climatiques. Elle a enregistré plus de 16 000 utilisateurs chaque année. En outre, au 15 novembre 2019, le Comité de Paris avait publié 230 messages sur Facebook, obtenant ainsi plus de 174 000 abonnés.

Conclusion du SBI

Mise en œuvre

Parmi les autres outils virtuels utilisés pour encourager la participation à distance, on peut citer Facebook (y compris Facebook Live), les flux RSS, Samepage, Skype, Slido, SurveyMonkey et YouTube.

Note : Ce tableau donne un aperçu non exhaustif de la participation des organisations admises en qualité d'observateurs au processus découlant de la Convention au cours de la période considérée.

^a À consulter à l'adresse https://cdm.unfccc.int/public_inputs/index.html.

^b <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

^c Document AC/2019/27 du Comité de l'adaptation. À consulter à l'adresse <https://unfccc.int/documents/199947> (en anglais seulement).

^d Comité de Paris sur le renforcement des capacités 2019 Coherence and coordination of capacity-building activities of constituted bodies and in other relevant processes under the convention ; Bonn : Convention-cadre sur les changements climatiques <https://unfccc.int/documents/200455> (en anglais seulement).

^e Comité de Paris sur le renforcement des capacités, 2019 National-level pilot exercise on capacity gaps and needs related to the implementation of nationally determined contributions. Bonn : Convention-cadre sur les changements climatiques. <https://unfccc.int/documents/198742> (en anglais seulement).

^f Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/information-on-the-participation-of-chilean-ngos-at-cop-25>.

^g Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/information-on-the-participation-of-spanish-non-profit-civil-society-organizations-at-cop-25>.